

**L'ANALYSE D'ISABELLE CHAPERON**

# Non le thatchérisme n'est pas mort

**S**taline ou Jeanne d'Arc ? Fossoyeuse de l'Écosse, du pays de Galles et de l'Angleterre puritaine ou, au contraire, sauveuse de « l'homme malade de l'Europe » ? Margaret Thatcher, quatre-vingt-trois ans aujourd'hui et souffrant de la maladie d'Alzheimer, est arrivée au pouvoir le 4 mai 1979. Trente ans déjà. A cette occasion, nos voisins britanniques se livrent à une douloureuse

introspection à cœur ouvert, sur son héritage. La Dame de fer a eu beau quitter le 10 Downing Street il y a près de dix-neuf ans, en novembre 1990, le diagnostic reste passionnément partagé.

La coïncidence de cet anniversaire avec la pire récession que la Grande-Bretagne ait connue depuis la guerre provoque même une curieuse chorégraphie politique. A gauche, les travaillistes se relayent pour jeter le blâme des tourments de l'économie britannique sur Margaret Thatcher et sa philosophie du laisser-faire. A droite, David Cameron, le leader conservateur, annonce « l'âge de l'austérité », comme si une perruque blonde et un sac à main venaient de lui pousser. Rien de plus normal ? Peut-être, mais avant, c'était l'inverse.

La plus grande victoire de Margaret, ce fut Tony. En 1994, le jeune Blair avait trouvé la parade à quinze ans d'inéligibilité du Labour, en épiçant le programme socialiste de justice sociale d'une bonne rasade de « free market ». Depuis son élection, en 1997, le Parti travailliste a suivi, voire accéléré, la plupart des voies de libéralisation engagées par Margaret Thatcher. Facile, dès lors, de

**Margaret Thatcher est arrivée au pouvoir le 4 mai 1979. Trente ans déjà. Nos voisins britanniques se livrent à une douloureuse introspection à cœur ouvert, sur son héritage.**

dénoncer le Big Bang de 1986 et la dérégulation de la City comme la source des maux britanniques. Un peu comme si Nicolas Sarkozy allait invectiver les esprits de François Mitterrand et de Pierre Bérégovoy.

La crise actuelle ne marque pas tant l'échec d'une idéologie capitaliste – qu'elle se nomme thatchérisme, ou reaganisme – que la faillite de sa mise en œuvre, dans un contexte d'expansion monétaire. Et la faute est partagée. La réforme de la supervision bancaire concoctée par Gordon Brown a été un désastre. Et si l'accession à la



propriété constituait l'un des piliers de l'enrichissement thatchérien, la dette des Britanniques allait devenir stratosphérique sous la tutelle bienveillante du Chancelier de fer.

Privée in extremis de ses trente glorieuses, la Grande-Bretagne va-t-elle jeter le bébé avec l'eau croupie du bain ? Non, car la fin du thatchérisme semble déjà annoncer son renouveau. En clair, si le New Labour a été remis au vestiaire, les néo-

conservateurs s'interrogent sur leur positionnement. Jusque-là, l'obsession de David Cameron, à la tête des torys depuis quatre ans, était de tenir à bout de gaffe l'encombrante statue du commandeur. En se positionnant comme l'héritier de Blair, il restait fidèle en douce au consensus établi par Margaret Thatcher, tout en espérant s'affranchir de l'étiquette du « parti des affreux ». Avec les perspectives calamiteuses des finances publiques britanniques dévoilées le mois dernier, le patricien a pris le langage de l'austérité cher à la fille de l'épicier.

Et, certes, le parallèle est tentant. Si les sondages ont raison, David Cameron héritera au printemps 2010 d'une situation dramatique, comme Margaret en 1979, élue trois ans après que James Callaghan a quémandé une aide humiliante au FMI. Comme elle, le futur Premier ministre écoperait d'une montagne de dettes, culminant à 75 % du PIB en 2012-2013. Mais les similitudes s'arrêtent là. A la fin des années 1970, l'inflation en route vers les 20 % était l'ennemi à abattre (avec les syndicats). Et la manne du pétrole et des privatisations permettait de financer le désendettement et la baisse des impôts sur le revenu. Un éventuel gouvernement conservateur en 2010 n'aura pas la même marge de manœuvre.

Couper les dépenses publiques ou augmenter les impôts ? L'éternel clivage entre la droite et la gauche britanniques se vide de son sens, quand il faut agir sur les deux. En programmant une hausse de la fiscalité pour les plus riches l'année prochaine, Gordon Brown a tendu un piège grossier à son opposant. S'il maintient le taux de 50 %, il s'aliène la City et les entrepreneurs ; s'il le dénonce, il est catalogué comme le parti des nantis à cigares.

Pour l'instant, David Cameron se garde de trancher et se laisse porter par le désenchantement de l'électorat après douze ans d'administration Labour. Mais nul doute que, le moment venu, les torys seront prêts à vendre leur âme au diable, qu'il se prénomme Tony ou Margaret, pour revenir au pouvoir. D'ailleurs, plus que d'une improbable potion miracle, la Grande-Bretagne, dont l'image internationale ressort ternie, aura surtout besoin d'un grand leader, crédible et déterminé. Il ne s'impose pas à première vue. A part, peut-être, M<sup>me</sup> Thatcher.

Isabelle Chaperon est correspondante des « Echos » à Londres.